

Pouvoir d'emprunt

Si le gouvernement se préoccupe vraiment des étudiants comme il le prétend, il devra faire machine arrière l'été prochain, et avoir un programme quelconque de création d'emplois pour les étudiants, comme le gouvernement libéral précédent en avait. Sinon, qu'il ne s'attende pas à conserver la moindre crédibilité dans les régions à fort taux de chômage.

M. le vice-président: La période des questions et des commentaires est terminée. Reprenons le débat.

• (1230)

M. Stewart McInnes (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, dans le cours des travaux de la Chambre, les propos qui nous parviennent de cet îlot teinté de rouge et parsemé de quelques touches de rose m'ont parfois secoué et parfois intéressé. Par contre, les murmures de cette mer très bleue me redonnent courage et espoir.

A cet instant précis, je ne peux résister à la tentation de citer les mots que Charles Dickens écrivait dans *Conte de deux cités*. Chacun connaît ce passage célèbre:

C'était le meilleur et le pire des temps, le siècle de la sagesse et de la folie, l'heure de la foi et de l'incrédulité, la saison de la lumière et des ténèbres, le printemps de l'espérance et l'hiver du désespoir; tout s'offrait à nous, tout nous était refusé; le ciel nous accueillait tandis que l'enfer s'ouvrait sous nos pas—bref, cette période ressemblait tellement à la nôtre que les autorités, parmi les plus tonitruantes, insistaient, pour qu'elle ne soit comparée, pour le meilleur ou pour le pire, qu'en termes au superlatif.

Les libéraux, qui font l'apprentissage d'une vie nouvelle sur les banquettes de l'opposition, sont bien obligés d'admettre que le 4 septembre, les Canadiens ont estimé que c'était le pire des temps, le siècle de la folie, l'heure de l'incrédulité, la saison des ténèbres—ce qui est bien le cas pour les libéraux et que c'était l'hiver du désespoir et celui aussi du parti libéral. Or, les libéraux sont bien forcés de reconnaître qu'ils ont été les artisans de leur malheur. Aujourd'hui, leur opposition n'est qu'une réaction d'automates. S'ils se donnaient la peine de réfléchir, ils s'apercevraient que ce sont eux qui ont provoqué de toutes pièces ce bourbier dans lequel nous pataugeons maintenant.

Ce n'est pas sans réserves que j'appuie le projet de loi à l'étude, qui porte un pouvoir d'emprunt considérable, mais il n'y a pas d'autre solution. Toutefois, nous croyons, de ce côté-ci de la Chambre—ainsi que les Canadiens l'ont cru le 4 septembre et continueront de le réaffirmer à l'avenir, j'en suis persuadé—qu'il est possible de vivre dorénavant dans le meilleur des temps. Ils savent que nous avons abordé le siècle de la sagesse, que l'heure de la foi a sonné, que la saison de la lumière approche, que le printemps de l'espérance vient et que tout s'offre à nous. Le mouvement ne peut être qu'ascendant. En se fondant sur les formules, sur la confiance que le gouvernement a inspirée aux Canadiens et sur les principes qui sont énoncés dans l'exposé économique, c'est la voie dans laquelle le Canada va maintenant s'engager.

Je compare notre situation à une digue qui retient l'eau de la mer. Ces dernières années, l'eau a commencé à s'infiltrer, d'abord à un endroit, puis à deux ou trois, jusqu'à ce qu'il y apparaisse de nombreux trous qu'on a colmatés tant bien que mal, avec des pansements, du crépi, de la gomme à mâcher. Des moyens de fortune, quoi. Les trous dans la digue se multiplient au point qu'elle menace de se rompre. Il faut maintenant prendre les grands moyens.

Des changements structurels s'imposent. Il faut tout recommencer car il est évident que ce qui existait jusqu'ici ne tient pas. Nous allons consulter les experts en structures et en architecture. Nous allons convoquer des réunions et engager le dialogue avec les maçons, les charpentiers et tous ceux qui font partie intégrante de notre économie. Il faut du temps pour élaborer de nouveaux plans de structure. Nous ne pouvons pas construire de nouvelles structures sur le modèle des anciennes qui se sont effondrées. Il faut tout repenser.

C'est ce que le gouvernement a l'intention de faire. Nous comptons aussi consulter tous les membres essentiels et indispensables des structures économiques du Canada. Nous avons prévu des pourparlers avec les provinces, le salariat, l'entreprise et la population. Nous avons parlé aux gens de solutions possibles. Nous leur avons indiqué la voie que nous pourrions prendre, et ils ont approuvé. Nous ne faisons toutefois que commencer. Nous n'avons donné que les indices, les grandes lignes d'un plan. Il nous faut maintenant ajouter les détails, mais cela ne pourra pas se faire avant qu'on sache que nous avons consulté nos interlocuteurs et que nous les avons écoutés. Nous allons veiller à limiter le plus possible les répercussions de nos projets sur les groupes ou les personnes qui se sentiront peut-être lésés ou désavantagés. C'est le nouveau processus de consultation dans lequel le gouvernement s'engage.

Nous sommes en fait tout disposés à entendre les députés de l'opposition qui nous ont parfois soumis des idées constructives sur la façon dont nous devrions procéder. Le dernier intervenant de Terre-Neuve a exprimé l'avis qu'il n'avait aucune obligation ou devoir de proposer des solutions, qu'il n'avait qu'à critiquer. Il a contredit ce que d'autres intervenants de son parti disaient encore hier. Ces derniers s'estimaient tenus de prendre part au dialogue et de participer. C'est ce que notre gouvernement et notre parti invitent tous les députés à faire: soyez constructifs au lieu de vous contenter de critiquer.

Collectivement et individuellement, les députés ont le devoir de réfléchir de nouveau à ce qu'ils proposent. Nous avons aujourd'hui exactement ce que nous avons demandé. Si nous sommes ici c'est parce que les Canadiens nous l'ont demandé. Au cours des années, nous avons répondu à leur appel, surtout à l'époque des élections, par des paroles d'apaisement et de consolation. Collectivement, nous avons échoué. A mon avis, c'est parce que personne n'a pris l'initiative de dire quelle orientation nous devions prendre. Nous avons maintenant le leadership qu'il faut. Ce leadership nous vient du premier ministre (M. Mulroney) d'abord, ensuite du cabinet, du parti conservateur et, du moins je l'espère, de tous les députés. Pour donner l'exemple, le premier ministre a dit qu'il accepterait personnellement une baisse de traitement. Les membres de son cabinet ont dit la même chose. L'exemple nous vient d'en haut. C'est dans l'intérêt du Canada. Nous ne pourrions pas survivre ou réagir à moins de suivre cet exemple. Les membres de notre parti sont prêts à suivre une nouvelle orientation. Nous sommes prêts à reconnaître que nous devons changer d'attitude si nous voulons modifier la structure fondamentale et la ligne de conduite de notre pays.